TL 860

Pour Adrien Zoller - ISHR

Adrien,

Voilà. Vous en faites ce que vous voulez. Vous pouvez tout changer mais faites quelquechose!

Si tu peux nous envoyer une copie de votre papier...

Je reste à ta disposition.

Jean Pierre

## TIMOR ORIENTAL - "Nous les écraserons tous"

***affirme le Ministre de la Défense.***

Le 17 janvier 1990 l'ambassadeur des USA à Djakarta se rendit à Dili, Timor Oriental, afin de s'informer sur les prétendues **violences qui avaient suivi la visite du Pape Jean Paul II**, en octobre 1989. La manifestation qui avait marqué la fin de la messe pontificale avait donné lieu à des représailles mal connues étant donné les obstacles mis par les autorités indonésiennes à la circulation des informations et des personnes, à la censure de la correspondance et aux écoutes téléphoniques, et aussi à l'état de terreur sous lequel vivent les timorais. Malgré les démentis officiels il est aujourd'hui certain que plus de 40 jeunes-gens furent arrêtés et battus pour les contraindre à produire de faux témoignages accusant des prêtres d'avoir organisé la manifestation. Certains élèves de l'école catholique de Fatumaca furent obligés de brandir des banderoles identiques à celles qui avaient été utilisées lors de la manifestation tandis qu'une caméra les filmait, ayant en arrière plan une projection des images de la manifestation filmée par les services officiels. Le tout pour appuyer les fausses déclarations obtenues sous les coups.

40 autres jeunes gens qui s'étaient réfugiés dans la résidence de l'évêque en furent retiré un mois plus tard par l'armée et la police, sur promesse faite à l'évêque qu'ils seraient relâchés après un court interrogatoire; plusieurs furent néanmoins torturés. Les informations selon lesquelles plusieurs manifestants auraient été tués n'ont pû être confirmées, mais deux des jeunes-gens arrêtés à la suite de la visite du Pape, José César Silva et António Lai, sont aujourd'hui portés disparus.

**L'ambassadeur des USA** a-t-il pû confirmer ces faits? À son arrivée à Dili des jeunes gens s'assemblèrent à son hôtel pour l'informer eux-mêmes de la situation et lui manifester l'espoir que le gouvernement américain appuierait leur droit à l'autodétermination. John Monjo dialoga avec les manifestants et promit qu'il transmettrait leurs doléances à son gouvernement et à l'ONU. Dès qu'il eût tourné le dos, la police et l'armée indonésienne maltraitèrent les manifestants, illustrant ainsi le comportement des forces d'occupation que

lui avaient décris les jeunes-gens. L'ambassadeur visita des blessés à l'hôpital. Plusieurs manifestants furent arrêtés et torturés; deux d'entre eux, António Lemos et Fernando Costa ont disparu depuis lors, on craint qu'ils aient été tués. D'autres furent ensuite relâchés mais ils ont été arrêtés et torturés à plusieurs reprises depuis lors; par exemple Aleixo Gama, arrêté le 4 juin, le 10 septembre et le 18 novembre, détentions relativenment courtes accompagnées de tortures.

Bien qu'elle ne puisse visiter les lieux de détention que lorsque les autorités indonésiennes le lui permettent, la **Croix Rouge Internationale** dit avoir recensé 82 prisonniers "pour raisons de sécurité" entra janvier et mars.

**La répression s'abat régulièrement** sur les timorais chaque fois qu'ils manifestent pacifiquement pour le droit à l'autodétermination qui leur est reconnu par la Charte et les résolutions des Nations-Unies (Assemblée Générale et Conseil de Sécurité). Cela s'est encore vérifié le 4 septembre à la fin des célébrations religieuses marquant le 50ème anniversaire du Diocèse catholique de Dili.
Le 8 octobre des étudiants contestèrent l'exposé sur l'idéologie officielle de l'État indonésien que leur faisait un fonctionnaire vantant les bienfaits de son pays pour Timor; le 15 des slogans favorables à l'indépendance furent peints sur les murs de l'école Paul VI; les deux écoles furent envahies par l'armée et la police qui molestèrent les étudiants et effectuèrent de nombreuses arrestations. L'agence France Presse à Djakarta rapporte que selon l'Église timoraise 43 personnes ont été arrêtées à Dili entre le 15 et le 25 octobre; le général Warouw, commandant militaire indonésien, confirme que 32 ont été arrêtées et que 14 continuent détenues pour "défi à la loi". Souvent les personnes arrêtées, ou momentanément disparues, sont relâchées après avoir été torturées et menacées.
Le 18 novembre militaires et police secrète 'Intelligence' envahirent la résidence paroissiale de Motael, frappant et arrêtant une quinzaine de jeunes-gens qui s'y trouvaient.

Nous n'obtenons jamais des violations commises au Timor Oriental que **des informations concrètes et nominales très partielles** en raison des difficultés déjà signalées. Sur les 43 personnes arrêtées à Dili entre le 15 et le 25 octobre il n'a été possible d'en identifier que 17, et la difficulté augmente encore pour les cas survenus hors de Dili. Sur 33 cas d'exécutions capitales signalés en 1990, six victimes seulement sont identifiées. Sur une liste de "l'Intelligence" indonésienne investigant 27 cas d'exécutions survenues en 1989 - probablement une liste fournie par la Croix-Rouge Internationale qui possède une antenne à Dili - 10 cas seulement étaient parvenus hors de Timor et 17 n'avaient jamais été signalés; mais l'on connaissait 39 autres cas d'exécutions qui ne sont pas repris dans la liste indonésienne, cela signifie-t-il que la Croix-Rouge Internationale n'en a pas eu connaissance sur place? Combien d'autres seront restés inconnus de l'une et de l'autre source?
C'est à cette lumière qu'il faut lire la liste circonstanciée des violations des droits de l'homme en 1990 que nous remettons au Secrétariat: plus de 140 noms de personnes arrêtées, violées, torturées, disparues ou exécutées y figurent auprès de cas où il n'a pas été possible d'obtenir l'identité des victimes.

Il faudrait ajouter à cela le climat de terreur; les escadrons de la mort, qui ne sont pas une nouveauté de la part des autorités indonésiennes; l'absence de libertés fondamentales: réunion, information, opinion, sortie du territoire, etc...

Suite aux évènements d'octobre, et s'adressant à des journalistes étrangers qui avaient rapporté ces évènements, le **ministre indonésien des Affaires Étrangères**, Ali Alatas, a manifesté son mécontentement: Le Timor Oriental ***"Ce n'est pas le paradis, mais ce n'est pas non plus une bouche de l'enfer"*** a-t-il dit.
Pourtant, s'adressant à des timorais - 400 personnalités convoquées expressément après la visite de John Monjo - le **Ministre de la Défense**, le général Benny Murdani, tenait un

tout autre langage: ***"Ne proclamez pas 'je suis un patriote timorais' parce qu'il n'y a pas de patriotes timorais. Il y a seulement des patriotes indonésiens. (...) Si vous essayez d'organiser votre propre État et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI*** *(les forces armées indonésiennes).* ***ABRI peut échouer une fois mais il recommencera une deuxième fois, et une troisième fois. (...) Il y a déjà eu des rébellions plus importantes... Nous les écraserons tous, je répète nous les écraserons tous".*** Le général-ministre ne s'attendait sans doute pas à ce que son discours soit enregistré et que l'enregistrement parvienne à sortir du territoire!

Un autre témoignage sur la réalité timoraise nous parvient de l'**Université indonésienne de Gajah Mada**. Une équipe scientifique de cette université a effectué un travail sur le développement rural au Timor Oriental. Bien qu'ils ne mettent jamais en cause l'annexion du territoire par leur pays, les universitaires constatent que: ***"le progrès matériel a échoué dans la résolution des problèmes sociaux, économiques et politiques résultant de l'intégration, qui a causé de lourdes pertes humaines"*** (page 4). Ils soulignent que l'afflux de ressortissants indonésiens inquiète même le Gouvernement local nommé par l'Indonésie: ***"Le gouvernement local est très préoccupé par cette situation qui, outre la création de nouveaux problèmes sociaux, peut provoquer un retard dans la stabilisation politique"*** (p.104). Ils dénoncent: ***"l'overdose de ABRI"***, la présence militaire indonésienne, affirmant que: ***"même parmi l'élite timoraise*** *(c'est aujourd'hui ceux qui ont accepté de collaborer avec l'occupant - au moins passivement)* ***il y a un sentiment de haine envers les Forces Armées"*** (p.118). Les universitaires indonésiens recommandent l'abandon du programme de ré-installation des familles timoraises, l'un des principaux points de la stratégie militaire du gouvernement: ***"considérant les liens étroits qui unissent les timorais à leur terre d'origine et à leurs coutumes, on recommande l'arrêt du programme de ré-installation des familles. La population des villages stratégiques devrait être autorisée à retourner vers ses villages d'origine de façon à pouvoir cultiver ses terres et à vivre en accord avec ses coutumes propres"*** (p.129). ***"L'apathie et l'indifférence des populations au progrès montrent non seulement qu'il n'y a pas adaptation réciproque entre nous et les timorais, mais aussi et surtout, elles témoignent que le refus de notre présence augmente et se développe selon un processus naturel"***, conclue le rapport de l'université dont la présentation et discussion devaient avoir lieu à Dili le 16 avril au cours d'un séminaire qui a été interdit!

Mário Carrascalão, le Gouverneur de Timor nommé par l'Indonésie, avait réclamé l'ouverture du territoire pour favoriser les investissements indonésiens et la création de postes de travail pour les timorais, mais deux ans après cette ouverture il constate qu'elle n'a profité ***"qu'aux militaires et aux commerçants javanais"***, a-t-il dit à France Presse; ***"75% des emplois sont occupés par des indonésiens"*** a déclaré une source ecclésiastique à la même agence de presse.

Un timorais a dit au New York Times que si les portugais avaient peu fait pour le développement, ils étaient mieux supportés parce que: ***"ils vivaient plus au milieu de nous qu'au-dessus de nous. Nous nous sentions plus libres"***. Au contraire ***"le gouvernement et les Forces Armées indonésiennes ont fait une mauvaise approche"*** des timorais, dit le Gouverneur Mário carrascalão: ***"Si la population commet aujourd'hui des erreurs, c'est parce que Djakarta les a commis bien avant ... Il faut admettre que nous nous sommes trompés ... ce que les timorais veulent avant tout c'est récupérer leur dignité"*** (France Presse, 30/10/90).

Annexe: Timor Oriental - 1990 (Liste provisoire, 6/12/90)
*Une liste nominale des violations connues, établie*
*par l'association "La Paix est possible au Timor Oriental"*
Remis au Secrétariat.